

Achats publics durables: critères sociaux

Sensibilisation des acheteurs aux problématiques sociales



Tour d'horizon des possibilités et limites légales



Présentation d'outils disponibles pour la mise
en œuvre de critères sociaux

Mercredi 4 novembre 2009 à Lausanne



Communauté d'Intérêt Ecologie et Marché Suisse

Partenaires



www.fairwear.org



www.actiondecareme.ch



PAIN POUR LE PROCHAIN

www.ppp.ch



Schweizerisches Arbeiterhilfswerk **SAH**
Euvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**
Soccorso operaio svizzero **SOS**

www.oseo.ch



www.oseo.ch

www.asaa.ch

Soutien



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Secrétariat d'Etat à l'économie **SECO**
Office fédéral du développement territorial **ARE**
Office fédéral de l'environnement **OFEV**

CONTEXTE

Si les critères écologiques sont de plus en plus intégrés dans les achats publics, les questions sociales sont encore très peu mises en avant. La définition même du critère social, ainsi que le contrôle des conditions de travail en Suisse et à l'étranger, sont en effet des problématiques complexes. Il existe toutefois certaines possibilités et obligations légales ainsi que des outils pour encourager le respect de critères sociaux, parfois encore trop peu connus.

OBJECTIFS

Cette journée a pour but de favoriser la prise en compte de critères sociaux dans les achats publics, quel que soit le type de procédure applicable (ouverte, sélective, sur invitation, gré à gré). Un état des lieux du cadre légal en matière d'achats publics et de critères sociaux permet aux acheteurs de voir dans quelle mesure il est possible d'intégrer des exigences sociales dans les achats de biens et de services. Différentes procédures et instruments pour intégrer des critères sociaux dans les achats publics en dessus et en dessous des valeurs seuils seront présentés et discutés, de même que des moyens de contrôle. Certaines problématiques sociales plus spécifiques seront abordées au travers d'exemples et d'ateliers, notamment:

- en Suisse: réinsertion de personnes marginalisées dans le marché du travail, apprentis et premier emploi, respect de la loi suisse du travail, égalité entre les femmes et les hommes.
- à l'étranger: conditions de travail dans les usines qui fabriquent nos biens de consommations (textiles, ordinateurs, alimentation, pierres à paver, etc.).

PUBLIC CIBLE

- Acheteuses et acheteurs des collectivités publiques et d'autres entités soumises au droit des marchés publics
- Autorités cantonales et communales
- Responsables des achats du secteur privé
- Organisations non gouvernementales
- Coordinatrices et coordinateurs agenda 21, délégué-e-s développement durable des administrations

CIEM

La Communauté d'Intérêt Ecologie et Marché Suisse (CIEM) est une association composée essentiellement des responsables des achats des principaux cantons et Villes de Suisse. Le but de la CIEM est d'encourager la prise en compte du développement durable dans les achats publics. En plus de ces activités d'harmonisation (élaboration de recommandations et de méthodes d'évaluation), de coopération avec les producteurs, les fournisseurs et les institutions privées et de coordination, la CIEM a une importante mission d'information pour favoriser la prise en compte de critères de durabilité dans les achats publics. Pour donner une meilleure vue d'ensemble sur ces critères, la CIEM met cette année l'accent sur les critères sociaux dans les achats publics.

www.ciem.ch

PROGRAMME

8h30 **Accueil**

9h00 **Bases légales et labels**

- Introduction (Sébastien Piguet)
- Droit des marchés publics et critères sociaux: minimum légal et critères sociaux dépassant le minimum légal, en Suisse et à l'étranger (Marc Steiner)
- Labels sociaux (Hans-Peter Egler)

Pause

Enjeux sociaux et exemples de pratiques existantes

A l'étranger:

- Conditions de production des ordinateurs (Chantal Peyser)
- Politique d'achat de la Ville de Genève pour les ordinateurs (Eric Favre)

En Suisse:

- Egalité entre les femmes et les hommes (Laure Jatton-Sorce)
- Appels d'offres de l'Etat de Vaud pour l'informatique et les infrastructures (Viviane Keller)

12h30 **Repas**

14h00 **3 ateliers** (à choix)

I. Pierres à paver, bordures de trottoir: comment garantir le respect des conventions de l'OIT?

Animé par l'OSEO (Alexandre Mariéthoz), avec la participation de l'Association suisse de la pierre naturelle (Tobias Eckardt) et de la Voirie de la Chaux-de-Fonds (Joseph Mucaria).

II. Achats de textiles et conventions de l'OIT

Animé par la Fondation Max Havelaar (Bernhard Herold), avec la participation de Fair Wear Foundation (Marianne Ernstberger), ainsi que d'un acheteur et d'un producteur de vêtements professionnels.

III. Les fournisseurs de l'économie sociale et solidaire pour les biens et services en dessous des valeurs seuils

Animé par le service de logistique du CHUV (Pierre Delcourt), avec la participation de la Chambre de l'économie sociale et solidaire (Thierry Pellet) et de la Fondation Max Havelaar (Didier Deriaz).

Questions, conclusion (Sébastien Piguet)

16h00 **Apéro**

INTERVENANTS

Sébastien Piguet

Secrétaire romand de la CIEM

Marc Steiner

Avocat, juge au Tribunal administratif fédéral

Hans-Peter Egler

Chef de la section Promotion commerciale, Coopération et développement économique du SECO

Chantal Peyser

Responsable pour la politique de développement, Pain pour le Prochain

Eric Favre

Directeur des systèmes d'information et de communication, Ville de Genève

Laure Jatton-Sorce

Juriste, Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH), Etat de Vaud

Viviane Keller

Cheffe de l'unité de développement durable, Etat de Vaud

ORGANISATION

- Date et lieu:** Mercredi 4 novembre 2009, Centre pluriculturel et social d'Ouchy CPO, Lausanne
- Frais d'inscription:** Membres CIEM: CHF 175.–
Non membres: CHF 250.–
Pauses et repas de midi inclus (y.c. café et eau)
- Inscription:** Au moyen du talon ci-dessous jusqu'au 28 octobre 2009.
Nombre de places limité, les inscriptions seront prises dans l'ordre de réception.
- Annulation:** Pour toute annulation jusqu'à 10 jours avant la journée, une participation de CHF 50.– sera facturée. Passé ce délai, la totalité du montant sera due.
Il vous est cependant possible de faire participer une autre personne.
- Renseignements:** Communauté d'Intérêt Ecologie et Marché Suisse CIEM, Secrétariat romand, p.a. Bird, Route de Renens 4, 1008 Prilly, Tél. 021 624 64 94, Fax 021 624 64 71, www.ciem.ch, info@ciem.ch



INSCRIPTION

- Je m'inscris à la journée d'information du 4 novembre 2009
«Achats publics durables: critères sociaux»
- Merci de m'envoyer les informations pour devenir membre CIEM
- Je souhaite manger un plat végétarien

Atelier (premier choix) I II III

Atelier (deuxième choix) I II III

Remarques _____

Nom/Prénom _____

Fonction _____

Administration/Entreprise _____

Adresse _____

NPA/Lieu _____

Téléphone/Courriel _____

J'ai pris connaissance des conditions d'annulation ci-dessus et je les accepte.

Signature _____